

## LIVRES

# Homo œconomicus va-t-il disparaître ?



La rationalité de l'agent économique qui sommeille en chacun d'entre nous est sévèrement remise en cause. Il ne s'agit pas seulement de l'aveuglement collectif qui a débouché sur la crise que l'on sait. Certains économistes remettent désormais en question la théorie du choix rationnel (TCR). Ces trois livres en anglais en témoignent.

**REASON AND RATIONALITY**  
Par Jon Elster, Princeton University Press, 2009, 79 pages.

Rien ne vaut un retour aux sources et aux fondamentaux, surtout en moins d'une centaine de pages et en petit format. C'est ce que propose le célèbre et prolifique Jon Elster. Fêré de précision conceptuelle, Elster réussit toujours à produire de la clarté. Et cette lumière est nécessaire pour saisir les fondements et les errements de la TCR ou « théorie du choix rationnel ».

La raison (au singulier) est une norme, étudiée par les moralistes, qui s'oppose aux passions et aux intérêts. C'est le bien commun. Les raisons (au pluriel donc) se trouvent à la base de la motivation puis de la justification de nos décisions. Elles sont étudiées par les économistes afin d'expliquer l'action.

Pour Elster (et d'autres), qui souligne les limites de la TCR, l'homme a des intérêts, des désirs et des vices. Il a également des valeurs et des croyances, et compose ses préférences en fonction de ses émotions et des informations dont il dispose. Cette réaction à prisme large (de Sénèque à Alan Greenspan en passant par La Bruyère, Descartes, Sartre, Proust, Rawls ou Montaigne) aborde aussi quelques cas très concrets : l'insomnie, l'impuissance, l'éventuelle mise sur le marché d'une pilule qui diminuerait le sentiment de culpabilité (en cas d'adultère par exemple).

La TCR pure est insuffisante, estime Elster, car l'acteur rationnel est objectivement « pris au piège de ses désirs et de ses croyances ». En cherchant la rationalité derrière et dans tout comportement, on verse dans ce qu'Elster critique : l'« hyper-rationalité ». Les coûts préalables à la décision finissent par l'emporter sur les gains attendus. L'exemple qu'il reprend est celui du mode de garde des enfants lorsque les parents se séparent. A trop vouloir peser ce qui est le mieux pour « l'intérêt de l'enfant », on finit par être injuste (ne serait-ce qu'en termes de temps de procédure et d'intrusion dans la vie privée). Le tirage au sort (ici entre les deux parents) pourrait même être plus vertueux.

On retiendra de cette leçon inaugurale au Collège de France (que l'on pourra retrouver avec un ensemble d'autres cours en français sur la décision, le désintéressement, l'irrationalité sur le site [www.college-de-france.fr](http://www.college-de-france.fr))

que la TCR est utile mais limitée. On notera aussi qu'il y a de la cohérence entre le rationnel et l'émotionnel. Et c'est plutôt une bonne nouvelle.

**ANIMAL SPIRITS**  
« How Human Psychology Drives the Economy, and Why It Matters for Global Capitalism », par George A. Akerlof et Robert J. Shiller, Princeton University Press, 2009, 230 pages.

George Akerlof, prix Nobel spécialiste de théorie des jeux, et Robert Shiller, auteur d'« Irrational Exuberance », souhaitent en finir avec les mythes fondateurs des néoclassiques et des néolibéraux. Ils veulent démontrer l'illusion de la rationalité. Retrouvant chez Keynes une vision de l'homme, potentiellement emmené par ses instincts et pulsions (ses « esprits animaux »), ils instruisent le procès à charge de la TCR et plaident pour un nouveau keynésianisme.

Leur relecture de Keynes vise à décrire réellement « comment l'économie fonctionne » en ne se limitant donc pas à saisir ce qui est rationnel. Ce qu'il faut prendre en compte, pour observer et analyser les fluctuations, ce sont ces « esprits animaux ». Ils en étudient en détail cinq traits : la confiance, l'aspiration à l'équité, la tentation de la corruption, l'illusion monétaire (qui consiste à sous-estimer les conséquences de l'inflation), la propension à raconter et à croire des histoires (même fausses).

Avec leur théorisation originale les deux auteurs pensent répondre définitivement à des questions importantes (pourquoi des dépressions ? pourquoi des banques centrales ? pourquoi des chômeurs ? pourquoi des pauvres ?). Ils n'y répondent cependant qu'imparfaitement. Ils apportent des éléments, généralement issus de la psychologie sociale, mais on n'y trouve pas d'éclairage fulgurant.

Désirant révolutionner la science économique, ils veulent révolutionner également l'intervention publique. L'Etat devrait être là pour brider et guider les instincts animaux à une époque où, comme le notent les auteurs, on valorise plus le poker que le bridge. Ils s'agit de diminuer l'ampleur des fluctuations liées au marché, en limitant les excès et en condamnant la démesure. L'ouvrage est ainsi particu-

lièrement ambitieux. S'il rappelle opportunément que le marché libre n'est ni parfait ni stable, que l'homme (généralement frileux à l'égard du risque et du futur) n'est pas un automate calculateur aux motivations uniquement intéressées, il ne doit pas cependant conduire à mettre la « main invisible », chère à Adam Smith, définitivement au feu...

Le livre montre bien, tout de même, que nous sommes animés par des « instincts » et qu'il y a des prédateurs de par le monde, ce qui est préoccupant, il est vrai...

**NUDGE**  
« Improving Decisions about Health, Wealth and Happiness », par Richard H. Thaler et Cass R. Sunstein, Yale University Press, 2008, 293 pages.

« Nudge » est un ouvrage véritablement original. Précis, inattendu, il a également la vertu d'être assez drôle. Mêlant sérieux et sourire, en mixant analyses économiques et juridiques avec l'apport des sciences cognitives, le professeur d'économie comportementale Richard Thaler et le juriste Cass Sunstein (qui vient de rejoindre l'administration Obama) font œuvre extrêmement utile. Dans le procès de l'intégrisme de la TCR, ils apportent un ensemble d'observations et de recommandations solides et convaincantes. Ils opposent d'abord les humains véritables (vous et moi) à l'homme œconomus de la théorie. Celui-ci, surtout avec un costume de banquier, en prend pour son grade. Thaler et Sunstein, par des images et des exemples, font état de multiples biais, aversions et limites de la psychologie humaine.

Les deux auteurs proposent ensuite une ligne d'action et d'intervention qu'ils baptisent le « paternalisme libéral » pour aider les gens (toujours limités en informations, en volonté, en intelligence) à effectuer des choix complexes et/ou coûteux (investissement dans un fonds de pension, réponse exaspérée puis regrettée aux courriers électroniques, mariage). Leur idée – provenant d'observations répétées et des enseignements des études les plus sérieuses de la psychologie sociale – est de préserver la liberté de choisir, tout en incitant les personnes à prendre de bonnes décisions. Le propos de Thaler et Sunstein est d'importer ces leçons du marketing dans la sphère publique (optimisation fiscale, propreté des toilettes publiques, lutte contre les addictions, consommation d'énergie, épargne).

De cette multitude d'anecdotes ne naît pas une nouvelle théorie générale du comportement humain et de l'analyse économique. Mais ce n'est pas l'objet. Il en ressort fondamentalement de la matière pour de l'innovation de politiques publiques.

Cet ouvrage – dont le titre « petite bourrade amicale » ou « coup de pouce » serait assez difficile à rendre – mériterait une traduction. En tout état de cause, assorti du blog éponyme (<http://nudges.wordpress.com>), il rend le lecteur joyeux de découvrir des exemples, sans idéologie générale et surplombante. Il montre aussi que l'action publique peut valablement et humainement se situer entre deux modèles, celui de l'intervention dirigiste et celui du laissez-faire intégré.

**JULIEN DAMON**  
Professeur associé à Sciences Po (master d'urbanisme).

## LE COMMENTAIRE DE JACQUES MISTRAL

## Les ressorts de l'économie coréenne

Dix ans après la crise financière de 1998 de sinistre mémoire en Asie, la Corée a traversé, en fin d'année 2008, une passe très difficile. Six mois plus tard, en avril 2009, un rapport de l'OCDE a, au contraire, souligné que la Corée pourrait être, et de loin, la première des économies avancées à sortir de la récession.

Les succès industriels de la Corée sont impressionnants. Mais, pauvre en matières premières, elle a subi en 2008 l'envolée de leurs prix ; ouverte aux capitaux étrangers depuis la sortie de la crise de 1998, elle a, comme tous les pays émergents, subi l'assèchement des flux de capitaux internationaux. Sur les neuf premiers mois de 2008, la balance courante a enregistré un déficit de près de 14 milliards de dollars. Ajoutons à cela les malades dans la conduite de la politique financière, la situation externe tournait au cauchemar après la faillite de Lehman : les retraits de capitaux se sont accélérés (55 milliards au quatrième trimestre). Les réserves de change accumulées depuis dix ans, ont été rapidement entamées, passant de 260 milliards en juillet à 205 fin décembre. Quelques éditoriaux assassins du « Financial Times » annonçaient alors l'imminence d'une crise financière ouverte. C'était prématuré.

La situation s'est en effet retournée à partir de novembre. La nomination d'un nouveau ministre des Finances, Yoon Jeung-hyun, a marqué l'adoption d'une stratégie plus active ; grâce à un accord de swap avec la Fed, les interventions de change ont évité que le seul des 200 milliards de réserves ne soit enfoncé. Surtout, la crise financière a apporté quelque chose de positif, une dépréciation du won de 30 % : les exportateurs poussent les feux. Les grands groupes sont en effet en bonne santé financière, ils ont un avantage technologique et ils disposent désormais de marques mondiales comme Samsung ou Hyundai capables de rivaliser à égalité avec leurs concurrents japonais, comme Sony ou Honda. C'est ce que confirme l'évolution comparée des parts de marché.

Après avoir frôlé le pire, on comprend que le soulagement soit perceptible à Séoul. D'ores et déjà, la Corée a (de justesse) évité la récession au premier semestre ; la dette de l'Etat, inférieure à 40 % du PNB, donne au gouvernement une marge importante pour soutenir l'activité ; le recul des prix de matières premières pourrait réduire en 2009 la facture pétrolière

de 8 à 4 % du PNB, un véritable contre-choc redonnant 4 % de revenu réel à l'économie ; le redressement qui semble s'amorcer en Chine est un facteur d'espoir pour les exportations ; le retour de la balance courante à un net excédent, enfin, et le recul du montant des dettes exigibles dans l'année en deçà des réserves de change écartent le spectre de la crise financière.

Le retournement qui s'est produit en quelques mois illustre une nouvelle fois les ressorts de l'économie coréenne qui ont si souvent suscité l'étonnement, voire l'admiration de ses partenaires depuis un quart de siècle. Ils ne suffiront évidemment pas à entraîner une reprise forte et durable indépendamment du contexte international.

Il est assez naturel que, face au recul désastreux de l'activité, on observe une réponse presque réflexe consistant à chercher le salut

### La Corée pourrait être, et de loin, la première des économies avancées à sortir de la récession.

dans un surcroît d'exportation. Mais la conviction répandue à Séoul est plutôt que l'économie est, comme l'a dit le président, « au milieu d'un long tunnel ». Il faudra en passer par les restructurations qui se profilent, liées aux surcapacités ou aux mauvaises dettes. Mais en matière financière, la libéralisation a été faite avec prudence ; il n'y a pas de retour en arrière, de dérégulation, tout simplement – me disait un de mes interlocuteurs – parce que le lien essentiel avec l'économie réelle n'a jamais été distendu. Autre défi majeur, la cohésion sociale. Les dernières données montrent que la Corée pourrait dépasser sous peu le million de chômeurs et, encore, la réalité est-elle probablement sous-estimée. Alors, dans cette conjoncture, se répand la prise de conscience qu'il faudra corriger les fragilités d'un modèle de croissance trop fortement tiré par l'exportation.

La Corée n'échappe pas aux incertitudes du moment, mais elle a, jusqu'ici, réuni plus d'atouts que beaucoup d'autres pour tirer son épingle du jeu.

**Jacques Mistral, directeur des études économiques à l'Irri, est membre du Cercle des économistes.**

## A la source de la crise financière

**LA CRISE DE LA FINANCE GLOBALISÉE**  
Par Anton Brender et Florence Pisani, La Découverte, 128 pages, 9,50 euros.

Emprunter l'argent des uns pour le prêter aux autres... Au cœur même de la finance, il y a l'évaluation du risque. Et au fondement de la violente crise économique que nous vivons aujourd'hui, il y a une mauvaise appréciation du risque. Il y a cinq ans, les économistes Anton Brender et Florence Pisani, qui travaillent tous deux chez Dexia Asset Management, avaient raconté comment les techniques modernes de la finance changeaient la donne. Ils montraient le rôle de la « trituration », cette agrégation de prêts ensuite revendue en tranches sur les marchés, qui permettait aux banquiers de se débarrasser enfin du risque. Cette fois-ci, ils vont beaucoup plus loin, en montrant comment la révolution financière a débouché sur un bain de sang.

Selon Brender et Pisani, deux mécanismes puissants sont à l'origine du séisme actuel.



plus sûrs. En Amérique ensuite, l'innovation a fait apparaître éclater la chaîne du risque (un peu comme les industriels ont éclaté leur chaîne de valeur en produisant aux quatre coins de la planète), via notamment la trituration et les produits dérivés. Au lieu d'être réparti dans toutes les institutions financières, le risque s'est réfugié dans l'ombre, le plus loin possible des régulations – dans les banques

d'investissement, les « hedge funds », les « véhicules hors bilan » comme les fameux SIV (« structured investment vehicles »). A la mi-2007, ce « système bancaire alternatif » portait plus de 14.000 milliards de dollars de risques ! Le risque n'était pas disséminé comme on le croyait, mais au contraire concentré dans des institutions financières, qui ont emprunté des fortunes pour le porter. Dans ce contexte, la crise du « subprime » a agi comme un détonateur en faisant prendre conscience que le danger financier n'avait pas disparu. Dès lors, les pouvoirs publics n'avaient d'autre solution que de finir par porter eux-mêmes une partie des risques. Ils s'y sont résolus trop tard pour éviter le pire...

Le propos est serré. Il s'appuie à la fois sur une observation minutieuse des faits, des efforts de chiffrage et les analyses des économistes qui montent. Il donne une clef de lecture majeure, qui manquait pour comprendre l'incroyable séquence de ces deux dernières années. Précieux.

**JEAN-MARC VITTORI**

## LA REVUE DU JOUR

### La gauche ne sait plus à qui elle s'adresse



**Le propos.** L'économiste Daniel Cohen avance quelques pistes sur les raisons du marasme dans lequel se trouve la gauche française. Le constat ? Les ouvriers passent à l'extrême droite, les fonctionnaires à l'extrême gauche : il ne reste que peu de monde pour voter à gauche. Spécialiste de la mondialisation, Daniel Cohen constate que les partis social-démocrates, y compris suédois, et même le Parti démocrate américain, ont rencontré les difficultés de la gauche française à trouver des « clients ». Pour l'économiste, la gauche retrouvera des idées lorsqu'elle aura compris ce qu'elle n'est plus, à savoir le parti d'une classe sociale, ce que soit la classe ouvrière, le salariat ou la fonction publique. Fini le corporatisme ! Comme pour Obama, les élites, les jeunes, les minorités et les femmes pourraient être une bonne base de « clientèle », poursuit Daniel Cohen.

**La citation.** « La gauche n'arrive pas à toucher le monde écologique et technophile. Elle n'est par exemple plus du tout audible sur la question de l'accès à Internet. »

**L'auteur.** Vice-président de l'Ecole d'économie de Paris, auteur d'une dizaine d'ouvrages à succès, l'économiste Daniel Cohen anime le comité scientifique de la Fondation Jean-Jaurès, créée par Pierre Mauroy et longtemps proche des réseaux de Dominique Strauss-Kahn.

J.-M. C.

« L'Economie politique », trimestriel, n° 42, avril 2009, 112 pages, 10 euros.